



**« Une nouvelle conversation sur l'énergie »**

**Allocution de**

**Dave McKay,  
président et chef de la direction,**

**prononcée devant la**

**Chambre de commerce d'Edmonton**

**Edmonton**

**Le 26 septembre 2016**

***EMBARGO avant l'allocution. L'allocution définitive fait foi.***

## **Réflexions sur l'Alberta**

J'aimerais préciser que le terrain sur lequel nous sommes rassemblés est un territoire du Traité n° 6, lieu de rencontre de nombreux peuples autochtones.

C'est un véritable plaisir d'être à Edmonton, et de passer du temps en Alberta, province qui contribue encore à définir tout ce qu'il y a de bon au Canada.

Et, même si la province est actuellement en période de ralentissement, nous sommes toujours aussi impressionnés par nos clients albertains, grands et petits, car ils font montre d'une incroyable résilience et d'un esprit d'entreprise, tout au long de cette période difficile.

Il y a à peine quelques mois, tout le pays a été horrifié par les incendies de Fort McMurray, puis il s'est montré admiratif devant la solidarité manifestée par la collectivité, par la province et par les Canadiens qui se sont ralliés derrière elles.

À RBC, nous sommes fiers d'avoir pu apporter notre soutien à Fort McMurray en faisant un don de 2 millions de dollars, en plus des commandites et des dons de 5,3 millions de dollars que nous avons faits cette année en Alberta.

Et, j'étais particulièrement fier de nos employés de la région qui, comme tous les Albertains, ont un esprit communautaire bien enraciné, et se sont surpassés pour aider leurs voisins et leurs collègues.

Votre province est un véritable modèle de collaboration.

Je suis impressionné du fait que les Albertains contribuent à définir la conversation canadienne à propos d'un nouveau paradigme de l'énergie.

C'est ce nouveau paradigme que j'aimerais aborder aujourd'hui :

- à propos de l'importance du pétrole et du gaz naturel pour le Canada ;
- à propos de la manière dont l'innovation dans les produits, les processus et le transport peut nous aider à relever nos plus grands défis environnementaux ;
- et à propos de la façon dont nous pouvons produire une énergie plus propre et plus efficace, et en faire le prochain grand projet du Canada.

## **L'énergie et l'innovation : la perspective de RBC**

Pourquoi suis-je ici pour vous parler de l'énergie et de l'innovation ?

Comme nous sommes à Edmonton, rappelons-nous la « sagesse de Wayne » et concentrons-nous sur le parcours de la rondelle...

Le Canada est à un moment décisif en matière d'énergie, caractérisé par une baisse des prix du pétrole à l'échelle mondiale et par un engagement planétaire renouvelé à l'égard des changements climatiques.

Nous pouvons tirer parti de nos forces pour façonner le secteur de l'énergie de l'avenir : les connaissances humaines, les ressources économiques, des entreprises solides, ou nous pouvons laisser cette occasion à d'autres.

Nous avons un choix à faire. Dès maintenant.

En tant que plus grande banque du pays, RBC a tout intérêt à ce que le Canada fasse bien les choses. C'est pourquoi nous sommes l'un des principaux membres de deux groupes : **IntelliProspérité**, une coalition de sociétés et d'organisations non gouvernementales qui élaborent des politiques environnementales soucieuses du marché, et la Coalition pour le leadership en matière de tarification du carbone, un groupe international de sociétés axé sur les émissions de carbone.

Par ailleurs, nous investissons depuis des décennies dans les collèges et les universités de l'Alberta, car une bonne partie des cerveaux qui nous aideront à façonner un avenir meilleur se trouvent ici, en Alberta.

Nous sommes également fiers de la façon dont nous avons géré l'empreinte carbone de RBC en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de nos propriétés nord-américaines de près de 50 % depuis 2009.

En tant que chef de file des banques du secteur de l'énergie au Canada, pour les ressources classiques, non classiques et renouvelables, nous avons un enjeu supplémentaire dans la réussite de cette évolution à long terme.

En fait, l'économie de l'avenir ne sera à notre portée que si nous utilisons toutes nos ressources de façon judicieuse et durable.

D'un bout à l'autre du pays, nous devons être une économie reconnue pour sa « performance propre ».

Et nous ne pouvons y parvenir sans l'Ouest canadien, et particulièrement, l'Alberta.

Nous prenons la parole parce que le Canada ne réussira pas si l'Alberta ne réussit pas ; et l'Alberta ne réussira pas, si son secteur de l'énergie ne réussit pas.

Les plus récentes données sur le PIB montrent l'importance de ce secteur, et de cette province. Songez, par exemple, aux perturbations causées par la baisse des prix et par les incendies de Fort McMurray, qui ont mené l'ensemble de l'économie canadienne vers un déficit.

Malheureusement, les Canadiens oscillent plus que jamais entre deux pôles en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel, alors que nous devrions nous concentrer sur une production **PROPRE**, des moyens de transport **SÉCURITAIRES**, et une consommation **INTELLIGENTE**.

Si nous unissons nos forces, nous pourrions élaborer une **NOUVELLE** approche en matière d'efficacité carbonique qui profitera à toutes les régions du pays, et qui pourra peut-être même servir de modèle au monde. Ce sera le modèle canadien.

Aucun autre pays ne possède la même combinaison de ressources naturelles, de cerveaux, d'intégrité démocratique et d'amour de la terre, de l'air et de l'eau que le Canada. Aucun autre pays ne peut prendre la tête du peloton comme nous pouvons – et devons – le faire.

Nous devons avoir une conversation rationnelle à l'échelle nationale, et nous devons être conscients des contraintes de temps. Bien que le monde puisse avoir besoin davantage du Canada, il ne l'attendra pas.

### **Quelles sont nos perspectives ?**

Alors, quelles sont les perspectives de RBC ?

D'abord, nous entrevoyons des changements, que ce soit au niveau du climat, des comportements des consommateurs ou d'une nouvelle réglementation.

Le Canada a participé, en décembre dernier, à Paris, à la ratification du premier accord universel, légalement contraignant, sur le climat.

Nous savons que l'accord de Paris nécessitera des changements. Et je crois que nous pouvons mettre en place des changements qui créeront de l'IntelliProspérité pour tous les Canadiens.

Rappelons-nous qu'IntelliProspérité signifie « économie intelligente ». Il ne serait pas judicieux de laisser tomber les projets déjà en cours. Et il serait carrément téméraire de ne pas élaborer la prochaine génération d'innovations en matière d'énergie pour la lancer sur le marché mondial aussi vite que nous le pouvons. Cela profitera largement au Canada.

N'oublions pas que le monde continuera d'utiliser le pétrole et le gaz naturel pendant des décennies. Tout comme le Canada.

Les hydrocarbures mènent littéralement toutes les composantes de nos vies : le plastique que nous utilisons dans l'emballage des médicaments et la fabrication des téléphones intelligents ; la climatisation qui rafraîchit nos hôpitaux ; les camions qui transportent les denrées alimentaires vers les marchés.

Plusieurs d'entre nous veulent davantage de sources d'énergie renouvelable. Et il est vrai que l'énergie renouvelable constitue actuellement environ 10 % de la production mondiale d'énergie, si l'on y inclut l'hydroélectricité. C'est impressionnant, bien sûr, mais cela démontre à quel point nous dépendons encore de sources d'énergie classiques pour approvisionner notre monde en énergie.

Des technologies remarquables sont mises au point, y compris ici, en Alberta, et changent la façon dont nous utilisons l'énergie. Le Canada a la chance d'être à la tête de cette transition.

Cependant, il faudra du temps. Il peut falloir des décennies pour mettre au point et commercialiser certaines technologies. Et l'humain ne change pas de comportement du jour au lendemain.

Prenons, par exemple, la voiture électrique. Les véhicules électriques comptaient pour moins de 1 % des quelque 80 millions de voitures et véhicules utilitaires légers neufs qui ont été vendus l'an dernier.

Cela ne signifie pas que nous devons abandonner. Cela signifie simplement que nous devons mettre en perspective l'avenir de notre énergie. Le pétrole et le gaz naturel demeureront d'importantes sources de carburant pour le transport au cours des prochaines décennies.

Le Canada dispose d'un avantage en matière d'énergie propre. Les sources d'énergie renouvelables comblent actuellement plus de 65 % de nos besoins en électricité, soit la plus forte proportion parmi les pays du G8.

Le Canada se classe au quatrième rang dans le monde sur le plan de la puissance hydraulique installée, et au septième rang, sur le plan de l'énergie éolienne.

Et les investissements dans l'énergie solaire atteignent une croissance dans les deux chiffres, chaque année.

En plus de nos forces dans les énergies renouvelables, nous devons estimer à leur juste valeur nos forces dans le secteur du pétrole et du gaz naturel, essentiel à notre économie et aux quelque 700 000 Canadiens dont l'emploi dépend, directement ou indirectement, de ce secteur.

Le pétrole et le gaz naturel comptent pour 20 % de nos exportations ; ce secteur, comme vous le savez, connaît une période difficile, mais maintient notre dollar à un niveau qui convient à la plupart des Canadiens. Et ce secteur fournit en moyenne 20 milliards de dollars par année en recettes publiques, soit suffisamment pour couvrir le budget que nos gouvernements consacrent aux universités.

## **Où en est l'industrie ?**

Que voyons-nous d'autre ?

Pendant que le Canada débat sur l'avenir du pétrole et du gaz naturel, le reste du monde ne se repose pas sur ses lauriers.

La production de pétrole des États-Unis a presque doublé au cours de la dernière décennie, passant de moins de cinq millions de barils par jour en 2006, à plus de neuf millions par jour, à l'heure actuelle. Les États-Unis, qui étaient notre plus gros client, sont devenus notre plus grand concurrent.

En revanche, le Canada risque de fermer la porte aux ressources dont nous aurons besoin pour devenir une puissance énergétique.

Notre production de pétrole et de gaz naturel est cruciale pour notre économie et pour les recettes de l'État ; elle **SERA** également cruciale pour contribuer au financement du genre d'innovations dont nous avons besoin pour obtenir une économie plus propre.

Pour en arriver à cette production et pour la rendre plus propre, il faudra davantage de capital et un meilleur accès aux marchés mondiaux qu'à l'heure actuelle.

Du point de vue du capital, de nombreuses entreprises ont peu de liquidités. Par conséquent, nous aurons besoin de nouveau capital, et il devra provenir autant de l'intérieur que de l'extérieur du Canada.

Pour que cela se produise, nous devons être conscients des changements qui surviennent dans le monde. Oui, le reste du monde veut que nous ayons un plan bien défini en ce qui concerne le carbone, et nous y travaillons. Mais le monde veut aussi que notre secteur de l'énergie soit concurrentiel à l'échelle planétaire, tant sur le plan des coûts financiers que sociaux et réglementaires.

Ce ne sera pas facile pour le secteur de l'énergie. RBC prévoit que les cours pétroliers (tels que mesurés par l'indice West Texas Intermediate) s'établiront en moyenne à 45 \$ US en 2016, pour monter à 59 \$, à la fin de l'année prochaine, pourvu que l'économie des États-Unis continue d'afficher de bons taux de croissance.

Cela signifie que notre secteur doit apprendre comment générer des profits avec un baril à 50 \$ ; il doit donc innover pour y parvenir.

### **Où en est le gouvernement ?**

Même avec cette discipline, il faut des certitudes pour planifier, en matière de capital. Et le gouvernement doit donc faire preuve de clarté.

L'Alberta est actuellement le seul grand producteur de pétrole du monde ayant des prix sensés pour les émissions de carbone et un plafond pour les émissions. C'est énorme. Cela envoie au monde un fort signal selon lequel la province veut prendre la tête en matière d'innovation propre.

Nous apprécions à leur juste valeur les consultations du gouvernement provincial auprès des membres du secteur et sa décision de plafonner les émissions d'une façon qui récompense les innovateurs et non les pollueurs. Et les efforts du secteur se sont révélés de calibre mondial.

Nous applaudissons les efforts de l'industrie pour l'élaboration du plan climatique de l'Alberta, en collaboration avec le gouvernement. Cela démontre un réel leadership qui vise une croissance propre.

Entre-temps, à l'échelon fédéral, nous attendons tous avec impatience la révision de la tarification du carbone et de la réglementation du secteur, à une plus grande échelle. Nous espérons qu'Ottawa continuera d'offrir son soutien au secteur et aux exportations canadiennes d'énergie propre, tout en se prononçant clairement sur la transition qui a été amorcée et qui durera pendant des décennies.

Les efforts du gouvernement fédéral pour maintenir le Canada à l'avant-scène dans le débat mondial sur les changements climatiques sont importants. Ils ont contribué à faire voir le Canada et l'industrie canadienne sous un jour positif.

Et il importe de nous rappeler que notre réputation à l'échelle mondiale est tout aussi précieuse que les ressources qui se trouvent dans notre sol. Notre réputation est cruciale pour attirer les investisseurs étrangers et accéder aux marchés mondiaux.

L'accord sur l'électricité propre conclu avec les États-Unis et le Mexique, à Ottawa, l'été dernier, n'aurait peut-être pas été possible sans notre engagement collectif à réduire les émissions de carbone.

De même, il faut que les Canadiens soient conscients du fait que les engagements que nous avons pris, en tant que pays, pour limiter les émissions de carbone, doivent être suivis d'engagements équivalents à l'égard de l'infrastructure dont notre secteur a besoin pour acheminer ses ressources vers les marchés, d'une façon durable.

Quant à notre industrie, nous apprécions à sa juste valeur son désir de poursuivre ses innovations en matière d'énergie propre avec plus de détermination que jamais.

Nos leaders, en matière d'énergie, savent que si nous voulons prospérer dans les décennies à venir, comme nous l'avons fait dans les décennies passées, nous devons gagner la confiance du public, tant au pays qu'à l'étranger, ainsi que celle des marchés financiers, tant au pays qu'à l'étranger.

Nous pouvons y parvenir en prenant trois engagements :

- une approche cohérente de la **tarification du carbone**
- une approche reconnue mondialement à l'égard de **l'innovation en matière d'énergie**
- une approche transparente, respectée et efficace de **l'infrastructure** permettant aux entreprises, aux investisseurs et aux collectivités de l'ensemble du pays de planifier leur avenir en se fondant sur une énergie propre, y compris du pétrole et du gaz naturel plus propres.

### **Quelle devrait être la tarification du carbone ?**

Alors, comment devrait se présenter cette approche cohérente de la tarification du carbone ?

D'abord, il importe de comprendre qu'une grande partie du monde se dirige vers une tarification du carbone. Il en est de même pour le Canada, et nous devons le faire tous ensemble, en tant que pays.

Même si nous avons une mosaïque typiquement canadienne de taxes sur le carbone et des dispositifs de quotas d'émission cessibles, nous avons la possibilité de les réunir en un plan national sur le carbone plus clair, qui nous permettra d'atteindre nos objectifs en matière d'émissions de carbone et qui aidera les acteurs de l'industrie canadienne à devenir des chefs de file en technologie et en innovation, pendant que les consommateurs adaptent leurs habitudes.

RBC a exprimé son appui à la tarification des émissions de carbone au cours de la dernière décennie, car c'est la façon la plus rentable de réduire les émissions et de susciter l'innovation propre.

Maintenant, à la lumière de nos entretiens avec des clients, des experts et des collectivités, et des progrès réalisés par le pays, nous souhaiterions un régime de tarification du carbone :

- **1) doté d'un plancher national**, de sorte que les provinces ne se feront pas concurrence, quant aux baisses d'émissions polluantes ;
- **2) qui est concurrentiel à l'échelle internationale**, et ne sape pas l'exportation canadienne de produits de base, de produits raffinés ou de produits manufacturés ;
- **3) qui a une certaine prévisibilité à long terme** ;
- 4) qui est **déterminé par les connaissances du marché, et non par la politique** ; par exemple, un organisme indépendant, nommé par le gouvernement, pourrait conseiller les gouvernements sur le prix des émissions de carbone ;
- 5) qui soit **transparent et sans incidence sur les recettes**. L'économie ne peut plus se permettre que d'autres recettes passent des consommateurs et des producteurs au gouvernement. Comme nous ne pouvons pas nous permettre que l'ère du 21<sup>e</sup> siècle de tarification du carbone vienne s'ajouter à l'ère du 20<sup>e</sup> siècle de redistribution sociale et régionale.

Il est important que la tarification des émissions de carbone ne punisse pas les secteurs les plus pauvres ou les plus éloignés du pays, tout comme il est important de ne pas en faire une taxe sur la productivité. C'est pourquoi toute nouvelle tarification du carbone devrait s'inscrire dans le cadre d'une révision plus globale de l'impôt, afin de nous assurer qu'elle ne sape pas notre compétitivité économique ou qu'elle ne mine pas la confiance du public à l'égard d'une telle politique.

Si nous faisons bien les choses, la tarification du carbone devrait inspirer la confiance des consommateurs et des investisseurs et servir à financer notre évolution en matière d'énergie.

### **Comment pouvons-nous être les chefs de file en matière d'innovation ?**

Je crois que nous pouvons être une nation ingénieuse au point de vue économique et soucieuse de l'environnement.

L'abondance de nos ressources nous fournit l'occasion de passer à des sources d'énergie plus propres et qui produisent moins de carbone, comme le gaz naturel. Et nous pouvons demeurer les chefs de file de l'innovation et continuer à repenser les processus industriels afin d'élaborer des méthodes de production et de livraison de l'énergie encore plus propres.

Heureusement, nos entreprises du secteur des ressources comptent parmi les plus grands innovateurs du Canada, dans leurs propres laboratoires, et en partenariat avec des scientifiques et des entrepreneurs canadiens.

Prenons l'exemple des sables bitumineux. Il s'agit d'une réussite canadienne en matière d'innovation qui a demandé des années de recherche et des milliards de dollars d'investissements dans un partenariat public-privé qui a profité aux gens à la grandeur du pays.

Nous devons appliquer cette même imagination canadienne au prochain grand défi : trouver des technologies permettant d'abaisser les niveaux d'émissions et les coûts.

Des sociétés comme Enbridge, Suncor et TransCanada se taillent toutes des positions de leaders dans le domaine de l'énergie renouvelable. Tout comme la nouvelle génération d'entreprises en démarrage axées sur l'énergie propre, qui connaissent une croissance rapide, ici, en Alberta, et ailleurs au Canada.

L'Alliance canadienne pour l'innovation dans les sables bitumineux (COSIA) est dorénavant, pour le reste du monde, un modèle de partage des innovations environnementales. C'est là un autre exemple de la façon dont l'Alberta investit dans un avenir caractérisé par une baisse des émissions de carbone, un investissement que le monde doit reconnaître davantage.

Une partie des recettes tirées du carbone doit être redirigée vers davantage de projets de ce genre et vers des laboratoires de science pure, dont bon nombre sont associés à nos grandes universités, qui ont besoin de financement et de très vastes horizons temporels pour faire l'essai d'idées prometteuses.

Les nouvelles recettes provenant de la tarification du carbone devraient également être utilisées pour soutenir la commercialisation de technologies mises au point par des centaines de sociétés canadiennes de technologies propres qui tentent de se démarquer sur la scène mondiale.

Notre secteur des technologies propres compte déjà près de 800 sociétés qui emploient 55 000 Canadiens, à égalité avec l'industrie de la fabrication aérospatiale.

Le secteur canadien des technologies propres, évalué à 11 milliards de dollars, pourrait valoir le double, au début des années 2020.

Et pourtant, nous perdons du terrain dans notre part du marché mondial de la technologie propre, évalué à 1 billion de dollars.

Nous devons prendre conscience du fait que nous avons glissé de la 14<sup>e</sup> à la 19<sup>e</sup> place, à l'échelle mondiale, en tant qu'exportateur de technologies propres, et nous nous trouvons maintenant loin derrière le Mexique, Taïwan et les Pays-Bas. De plus, nous ne faisons pas le poids devant des géants tels que la Chine, l'Allemagne et la Corée du Sud.

À l'échelle mondiale, l'an dernier, une somme de 330 milliards de dollars a été investie dans les technologies propres, dont le tiers, en Chine. Nous devons devenir une destination mondiale en matière d'investissements dans les technologies propres, et nous devons inciter nos entreprises à viser la mondialisation de leurs technologies.

Nous pouvons y parvenir en misant sur nos forces, y compris celles de l'Alberta. Dans toute industrie, partout dans le monde, l'innovation se produit habituellement dans des secteurs bien établis. Comme l'a fait remarquer Ressources naturelles Canada : « On innove dans les domaines où l'on a déjà de bonnes compétences et dans lesquels on multiplie déjà les efforts. »

Pour être concurrentiel, notre secteur a besoin d'un appui clair, axé sur le marché.

Si l'on veut que des fonds soient débloqués pour les technologies propres, ces fonds devraient être attribués par des groupes d'experts indépendants, de la façon dont cela se fait depuis des décennies dans d'autres domaines de la science.

Le soutien commercial serait également mieux géré par les excellentes organisations déjà en place, notamment Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada, en vue de réaliser des idées commercialisables à grande échelle.

Et il est important que les investissements publics dans le secteur soient temporaires et ciblés. Il revient alors aux marchés de déterminer les technologies les plus efficaces.

En deux mots, le gouvernement devrait fixer les règles, puis éviter de jouer un rôle actif.

Nous devons créer un meilleur écosystème pour les sociétés de technologies propres, et les banques ont un rôle à jouer à cet égard.

Le nouveau financement sera important lorsque les entreprises viseront la commercialisation et les marchés mondiaux. Nous devons déterminer la façon de titriser les actifs incorporels et de juguler adéquatement les risques ; pour ce faire, il faut des règlements clairs.

Mais, au bout du compte, nous ne disposerons pas des ressources nécessaires à ces innovations si nous ne rentabilisons pas les ressources naturelles que nous avons déjà, et cela signifie de commercialiser ces ressources, de la façon la plus durable possible.

### **Comment pouvons-nous acheminer et vendre le pétrole et le gaz naturel produits le plus efficacement du monde ?**

Nous ne pouvons pas nous diriger vers une économie à plus faible intensité de carbone si nous nous retirons du jeu.

Aucun pays ne parle de délaisser la production de pétrole à court terme, puisque le monde serait alors tributaire du pétrole provenant du Nigeria, du Venezuela et de la Russie.

Le Canada dispose d'énormes réserves de gaz naturel, et ses actifs pétroliers se classent au troisième rang en importance dans le monde. Nous ne pouvons pas gaspiller ces ressources ou mettre fin à leur exploitation.

Le pétrole provient du sol. Et la méthode la plus sûre pour le transporter est sur le sol, au moyen de pipelines.

Nous savons comment nous y prendre. Depuis des générations, nous construisons des pipelines en tenant compte des préoccupations sociales, environnementales et régionales.

Grâce à cet esprit de collaboration, notre secteur des pipelines fournit un apport de 11,5 milliards de dollars à notre économie, et est à l'origine de quelque 33 800 emplois.

Bien sûr, le contexte canadien a changé. Il est impératif de tenir des consultations véritables, significatives et durables avec les Premières Nations. Le développement intégrateur est maintenant la façon de faire au Canada. Les préoccupations du public à l'égard de la sécurité se sont également amplifiées.

Le contexte international aussi a changé.

Depuis 2010, le Canada n'a pas construit de grand pipeline.

Pendant la même période, les États-Unis ont agrandi leur réseau global de transport du pétrole et du gaz naturel de 17 %.

Vous êtes au courant des coûts. En raison des défis que pose l'accès au marché, les producteurs de pétrole de l'Ouest canadien ont fait face à une discrimination par les prix qui s'est révélée très coûteuse pour l'Alberta.

Et les dépenses en immobilisations dans le secteur du pétrole et du gaz naturel, même si elles s'établissaient à 30,7 milliards de dollars en Alberta l'an dernier, ne représentaient que la moitié de ce qu'elles avaient été, un an auparavant.

Et pendant que nous soupesions les options, les investisseurs, y compris les investisseurs canadiens, injectaient des dizaines de milliards de dollars dans les champs de pétrole et de gaz américains.

Des sociétés telles que TransCanada et Enbridge ont eu des difficultés à mener leurs importants projets à bien au pays, mais elles se sont tournées avec succès vers le sud pour trouver des occasions de croissance, et elles ont fait d'importantes acquisitions aux États-Unis.

Il ne faut pas oublier que personne, aux États-Unis, au Canada, au Mexique ou en Chine, ne consomme moins de pétrole et de gaz naturel à la suite de nos décisions relatives aux pipelines.

Mais si nous ne pouvons pas construire d'autres pipelines pour acheminer notre pétrole et notre gaz naturel vers les marchés, les Canadiens perdront des emplois, verront le dollar se déprécier et devront trouver d'autres secteurs à taxer pour couvrir notamment les coûts de santé et d'éducation.

Notre capacité, au cours des prochaines décennies, à financer l'innovation et à créer des technologies qui alimenteront le 21<sup>e</sup> siècle en énergie et contribueront à rendre l'économie plus propre dépend des décisions que nous prenons aujourd'hui pour acheminer nos ressources naturelles vers les marchés.

Il revient aux organismes de réglementation neutres et, ultimement, au Cabinet fédéral, d'approuver la construction des pipelines. Il est important que ces organismes recueillent les opinions de tous, y compris des communautés autochtones, et que le gouvernement soit à l'écoute.

Mais il importe aussi que les Canadiens agissent. Si nous ne nous dotons pas de l'infrastructure énergétique dont nous avons manifestement besoin, le reste du monde poursuivra son chemin, et nous perdrons ainsi l'occasion d'être parmi les leaders de la transition mondiale en matière d'énergie.

Nous avons le choix : nous pouvons être les chefs de file de la révolution de l'énergie propre, ou nous pouvons demeurer spectateurs.

### **Comment y parvenir ensemble ?**

Heureusement, nous sommes un pays de bâtisseurs, de pionniers courageux. L'Alberta ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui sans ce courage et cet esprit d'aventure que l'on constate chez les innovateurs d'ici.

Nous sommes aussi un pays de collaborateurs. Les Canadiens font d'excellents voisins, car ils n'ont pas besoin de clôtures pour respecter la cour des autres. Nous n'avons pas besoin de crises pour nous entraider. Nous n'avons pas besoin de subir une catastrophe aujourd'hui pour faire ce qu'il faut pour le monde de demain.

Et, bien que nous accueillions avec plaisir l'opinion des autres, nous n'avons pas besoin que le monde nous dise de respecter nos terres, notre eau ou notre air. Nous le faisons naturellement.

C'est pourquoi seule une fraction de Canadiens s'oppose à notre secteur pétrogazier. La majorité constate la nécessité d'acheminer notre énergie vers les marchés.

Et de le faire bien, en faisant ce qui est bien.

Nous avons l'occasion historique de puiser dans nos abondantes ressources naturelles, et d'appliquer notre immense ingéniosité à la production de l'énergie dont nous aurons besoin.

Nous avons l'occasion d'en faire un projet canadien pour les années 2020 : être les chefs de file mondiaux de la baisse de l'émission de carbone. Et d'être parmi les chefs de file de l'innovation à l'échelle mondiale.

Que ce soit une innovation fondée sur les ressources que nous utilisons depuis des décennies, et que nous continuerons d'utiliser pendant des décennies, alors que nous effectuons la transition vers l'énergie de l'avenir, une énergie bénéfique autant pour l'environnement que pour l'économie.

Je suis convaincu que l'Alberta sera au premier plan de cette nouvelle vague d'innovation canadienne. Et soyez assurés que RBC sera là, avec vous. Nous appuierons nos clients, grands et petits, à l'aube de la plus importante évolution sectorielle de nos carrières.

Une transition qui déterminera l'avenir de tous les Canadiens, et qui assurera un monde sain et prospère pour nos enfants et nos petits-enfants.

Allons de l'avant !